

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES**

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
2010-2011**

Québec 

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
2010-2011**

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

Avril 2010

NOTE :

Toutes les questions ont été analysées. La Commission a répondu uniquement aux questions qui s'appliquent à sa situation.

Les réponses couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 : <ul style="list-style-type: none">- les endroits et dates du départ et du retour;- copie des programmes et rapports de mission;- les personnes rencontrées;- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;- la copie des rapports de mission;- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;- les investissements annoncés, le cas échéant.	1
3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;- les firmes de publicité;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;- le but visé par chaque dépense;- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.	2
4. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	3

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère : 8
- le nom du projet;
 - la nature du projet;
 - l'échéancier;
 - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - les plus récents estimés du coût du projet;
 - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
 - les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
 - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - nombre de consultants intégrés ou œuvrant au sein du ministère.
7. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes : 9
- la photocopie;
 - les ordinateurs portables;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.
8. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliée à la téléphonie. 10
- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
 - les coûts d'acquisition des appareils;
 - le coût d'utilisation des appareils;
 - le nom des fournisseurs;
 - le coût des contrats téléphoniques;
 - le nombre de minutes utilisées.

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 9 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : 11
- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
 - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
 - le nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...);
 - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
 - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;
 - le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.
10. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : 15
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;
 - le propriétaire de l'espace loué;
 - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : 16
- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
19. Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers. 17
20. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : 18
- les clubs privés ou autres;
 - les billets de saison, les loges;
 - etc.
21. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : 20
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - le coût de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
22. Nominations, depuis le 1^{er} mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée : 21
- la liste;
 - les mandats;
 - les contrats;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 1:

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 :

- les endroits et dates de départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste: frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

Réponse

Endroit	Dates		But	Personnes rencontrées	Coût	Noms
	Départ	Retour				
Edmonton	2009-04-26	2009-04-29	Étude étalonnage QSM (Quantitative service measurement survey) (étude sur les coûts unitaires des activités administratives).	Administrateurs de régimes de retraite publics au Canada	1 262,95 \$	François Hallé, actuaire - Direction de l'actuariat et du développement
Edmonton	2009-04-26	2009-04-29	Étude étalonnage QSM (Quantitative service measurement survey) (étude sur les coûts unitaires des activités administratives).	Administrateurs de régimes de retraite publics au Canada	1 305,34 \$	Joselyne Raymonde - Directrice des opérations
Charlottetown	2009-07-25	2009-07-28	Rencontre des administrateurs de régimes de retraite du secteur public au Canada.	Administrateurs de régimes de retraite publics au Canada	1 585,76 \$	François Hallé, actuaire - Direction de l'actuariat et du développement
Charlottetown	2009-07-25	2009-07-28	Rencontre des administrateurs de régimes de retraite du secteur public au Canada.	Administrateurs de régimes de retraite publics au Canada	1 701,82 \$	Joselyne Raymonde - Directrice des opérations
Ottawa	2009-11-18	2009-11-20	Assemblée générale 2009 - Institut canadien des actuaires	Actuaires	2 333,96 \$	Clément Gosselin, directeur de l'actuariat et du développement

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 3:

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites:

- les sommes dépensées pour l'exercice 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

RÉPONSE : Tous les contrats pour les articles promotionnels sont négociés.

Activité (ou firme)	Somme	Buts visés	Fournisseur
Commandite - Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic (AQRP)	500 \$	Visibilité et notoriété auprès des clientèles.	
Commandite - LEUCAN, région de Québec	500 \$	Visibilité et soutien à l'action communautaire.	
Publicité - Bannière dans le site Internet de Question Retraite	2 000 \$	Visibilité et notoriété auprès des clientèles.	Organisme Question Retraite
Commandite - Société canadienne du cancer	200 \$	Visibilité et soutien à l'action communautaire.	
Commandite - Organisme Rêves d'enfants	1 066 \$	Visibilité et soutien à l'action communautaire.	
Publicité - Mois de la planification financière de la retraite	1 665 \$	Visibilité et notoriété. Information à des clients.	Journal des employés du gouvernement (via le CSPQ)
Impression de signets magnétiques	3 620 \$	Visibilité et notoriété. Information à des clients.	Impart Litho
Impression de pochettes d'information	4 935 \$	Visibilité et notoriété. Information à des clients.	Graphiscan
Impression du CV institutionnel	1 520 \$	Visibilité et notoriété. Information à des clients.	Graphiscan
Espace kiosque - Congrès de l'OIIQ	1 625 \$	Visibilité et notoriété. Information à des clients.	Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Espace kiosque - Congrès de l'ACSSSS	1 000 \$	Visibilité et notoriété. Information à des clients.	Ass. des cadres supérieurs de la santé et des services sociaux
Espace kiosque - Journée information retraite Complexe Desjardins	575 \$	Visibilité et notoriété. Information à des clients.	Gestion immobilière Desjardins
Espace kiosque - Salon des affaires municipales	3 625 \$	Visibilité et notoriété. Information à des clients.	Salon des affaires municipales
Total	22 831 \$		

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2010 :

20 000 \$

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 4:

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant:

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE : 1^{er} janvier au 31 décembre 2009

	Nom du professionnel ou de la firme	Mandat	Coût
1	Guy Couture, photographe	Prise de photos à la soirée "Hommage et reconnaissance 2009"	400,00 \$
2	Boudreau, Jean	Session de formation sur l'évaluation des emplois supérieurs de la Fonction publique	675,00 \$
3	Le May, Bernard	Membre externe du comité de sélection - Dossier d'appels d'offres	967,45 \$
4	Hexavest inc.	Séminaire sur les placements, conférence sur la crise financière débutée en automne 2008	1 000,00 \$
5	Gilles Demers conseil et formation inc.	Conférence dans le cadre du colloque des gestionnaires du 28 mai 2009	1 250,00 \$
6	Le May, Bernard	Membre externe du comité de sélection - Dossier d'appels d'offres	1 492,93 \$
7	ENAP - Morneau, Guy	Formation sur la sensibilisation à la gestion des risques pour les membres du conseil d'administration de la CARRA	1 500,00 \$
8	Fédération des Caisses Desjardins du Québec	Séminaire sur les placements, conférence sur la crise financière débutée en automne 2008	1 500,00 \$

	Nom du professionnel ou de la firme	Mandat	Coût
9	Lee-Gosselin et associés inc.	Session de formation sur la sensibilisation au concept de l'éthique dans un contexte de gouvernance	1 500,00 \$
10	Giguère, André	Contribution pour la poursuite des travaux du Centre d'expertise des grands organismes	1 592,50 \$
11	Gilles Demers Conseil et Formation	Session de formation sur la civilité au travail	1 600,00 \$
12	Éveil Conseils	Session de formation "Se connaître pour mieux vivre le changement"	2 000,00 \$
13	DG3A inc.	Réfection de la façade vitrée de l'accueil au 5ième étage, situé au 475 St-Amable, Québec	2 054,25 \$
14	Gestion Claire Hurens	Production de la déclaration annuelle 2009	2 450,00 \$
15	Watson Wyatt Canada ULC	Dans le cadre du séminaire sur les placements du 14 octobre 2009, conférencier aux présentations sur l'encadrement des risques	2 750,00 \$
16	Consultation Aon inc.	Séminaire sur les placements - conférencier Re: utilisation du levier dans la gestion de l'actif	3 000,00 \$
17	Gestion Claire Hurens	Effectuer les travaux relatifs à la rémunération de personnel	3 000,00 \$
18	Le May, Bernard	Membre externe du comité de sélection - Concours pour le chef de service assistance et technologies	3 445,00 \$
19	Les Productions Cina inc.	Tournage de 8 capsules vidéo d'information et de formation pour le personnel sur l'implantation du projet RISE	4 500,00 \$
20	CSPQ-VPTI	Entente de services informatiques 2008-014-05 entre la CARRA et le CSPQ-VPTI	4 850,00 \$
21	Aon Conseil (Consultation Aon inc.)	Financement d'une étude sur les modalités de suivi des risques et sur les indicateurs de risque utilisés par des caisses de retraite	5 000,00 \$
22	Services Verbatim	Transcription des séances de comités de retraite en format "procès-verbal"	5 000,00 \$
23	Factum Carole Parent enr.	Services de confection et production de mémoires d'appel	5 000,00 \$
24	Entreprises Bell Canada	Système intégré de gestion de la formation	5 165,00 \$
25	Deloitte inc.	Travaux supplémentaires - Orientations stratégiques en matière de structure organisationnelle cible	5 181,00 \$
26	Raymond Chabot Ressources Humaines inc.	Supporter la transition de carrière d'un employé cadre de la CARRA	5 500,00 \$
27	Groupe Innovation Consultants	Préparer et animer deux sessions de formation	5 830,00 \$
28	Telus, solutions d'affaires	Travaux supplémentaires et étalement relatifs au nouveau scénario d'activation de RISE	7 945,70 \$
29	6126472 Canada inc. (Hypertec BCDR)	Relève informatique des services essentiels	9 640,00 \$

	Nom du professionnel ou de la firme	Mandat	Coût
30	Morneau Sobeco	Évaluation actuarielle du régime de retraite RREM au 31-12-2006 demandée par le Comité de retraite	10 000,00 \$
31	CSPQ - VPTI	Entente de services relative au transfert de fichiers 2008-2009	10 400,00 \$
32	Drouin, Martine	Effectuer un support logistique, organisation d'événements, outils de communication	12 500,00 \$
33	Telus, solutions d'affaires	Travaux supplémentaires et étalement relatifs au nouveau scénario d'activation de RISE	13 031,55 \$
34	Mercer Consultation (Québec) Ltée	Banque d'heures re: règles fiscales relatives à l'épargne retraite	14 000,00 \$
35	Impact Recherche	Évaluation de nouveaux documents destinés à la clientèle	14 350,00 \$
36	Consortium Fusepoint-GDG	Travaux supplémentaires et étalement relatifs au nouveau scénario d'activation de RISE	14 364,00 \$
37	Telus, solutions d'affaires	Travaux supplémentaires et étalement relatifs au nouveau scénario d'activation de RISE	17 123,05 \$
38	DMR, une division de Fujitsu Conseil (Canada)	Amélioration des services de renseignements (Domaine C)	17 500,00 \$
39	Centre des techniques de l'informatique (C.T.I.) inc.	Saisie des données relatives aux différents systèmes informatisés - 2009-2010	19 591,08 \$
40	DMR, une division de Fujitsu Conseil (Canada) inc.	Migration de la solution CCM actuelle vers la solution CCM+.	22 500,00 \$
41	Blanchet, Bernard Dr	Opinions médicales sur des demandes de rente d'invalidité et des prestations pour maladie en phase terminale	24 000,00 \$
42	Deloitte & Touche	Processus d'attestation du contrôle interne - Domaine Argent	24 000,00 \$
43	Demers, Donald	Projet de simplification des normes	24 500,00 \$
44	Légaré, René	Réaliser des activités de réexamen	24 850,00 \$
45	Centre des techniques de l'informatique (C.T.I.) inc.	Saisie des données en 2009	24 915,62 \$

SOUS-TOTAL 383 414,13 \$

Programme de préparation à la retraite (PPR)

	Nom du professionnel ou de la firme	Mandat	Coût
1	Delisle, Camil	PPR - Préparer et animer sessions d'information	450,00 \$
2	Simard, Annie	PPR - Préparer et animer sessions d'information	600,00 \$
3	Pelletier, Isabelle	PPR - Préparer et animer sessions d'information	600,00 \$
4	Villeneuve, De Champlain	PPR - Préparer et animer sessions d'information	600,00 \$
5	Ross, Nathalie	PPR - Préparer et animer sessions d'information	600,00 \$
6	Thibeault, Harold	PPR - Préparer et animer sessions d'information	600,00 \$
7	Lacasse, Jean-Yves	PPR - Préparer et animer sessions d'information	1 400,00 \$
8	Dugré, André	PPR - Préparer et animer sessions d'information	3 000,00 \$
9	Frigault, Rosaire	PPR - Préparer et animer sessions d'information	3 300,00 \$
10	Lacasse, Jean-Yves	PPR - Préparer et animer sessions d'information	2 800,00 \$
11	Lévesque, Ginette	PPR - Préparer et animer sessions d'information	3 600,00 \$
12	Cusson, Michel	PPR - Préparer et animer sessions d'information	3 750,00 \$
13	Carrière-Roussin, Isabelle	PPR - Préparer et animer sessions d'information	4 200,00 \$
14	Fleury, Mario	PPR - Préparer et animer sessions d'information	4 200,00 \$
15	Cusson, Michel	PPR - Préparer et animer sessions d'information	4 500,00 \$
16	Dumont, Édith	PPR - Préparer et animer sessions d'information	5 000,00 \$
17	Gestion David Dolan	PPR - Préparer et animer sessions d'information	5 200,00 \$
18	Beaudoin, Pierre	PPR - Préparer et animer sessions d'information	5 400,00 \$
19	Lacourcière, Denise	PPR - Préparer et animer sessions d'information	6 000,00 \$
20	Forget, Claude	PPR - Préparer et animer sessions d'information	6 800,00 \$
21	Simard, Valérie	PPR - Préparer et animer sessions d'information	7 000,00 \$
22	Eymard, Joanne	PPR - Préparer et animer sessions d'information	7 000,00 \$
23	Paquet, Nathalie	PPR - Préparer et animer sessions d'information	7 000,00 \$
24	Quinn, Gilles	PPR - Préparer et animer sessions d'information	7 000,00 \$
25	Pageot, Lise	PPR - Préparer et animer sessions d'information	7 000,00 \$

	Nom du professionnel ou de la firme	Mandat	Coût
26	Baillargeon, Louise	PPR - Préparer et animer sessions d'information	7 400,00 \$
27	Marcoux, Laurent	PPR - Préparer et animer sessions d'information	7 400,00 \$
28	Planification financière Mara Inc.	PPR - Préparer et animer sessions d'information	7 600,00 \$
29	9191-3319 Québec Inc. (Alain Haineault)	PPR - Préparer et animer sessions d'information	8 600,00 \$
30	Lavoie, Nancy	PPR - Préparer et animer sessions d'information	8 600,00 \$
31	Nadeau, Ginette	PPR - Préparer et animer sessions d'information	8 800,00 \$
32	Carmichael, Nicole	PPR - Préparer et animer sessions d'information	10 000,00 \$
33	Lamarre, Micheline	PPR - Préparer et animer sessions d'information	10 000,00 \$
34	Rochon, Nicole	PPR - Préparer et animer sessions d'information	10 000,00 \$
35	Plourde, Anne-Marie	PPR - Préparer et animer sessions d'information	10 500,00 \$
36	Dany Trépanier	PPR - Préparer et animer sessions d'information	10 600,00 \$
37	Couture, Louise	PPR - Préparer et animer sessions d'information	14 450,00 \$
38	De Sylva, Michèle	PPR - Préparer et animer sessions d'information	15 800,00 \$
39	Côté, Thérèse	PPR - Préparer et animer sessions d'information	16 800,00 \$
40	Ouellet, Carolle	PPR - Préparer et animer sessions d'information	18 850,00 \$
41	Guay, Huguette	PPR - Préparer et animer sessions d'information	19 300,00 \$
42	Bourque, Louise-Andrée	PPR - Préparer et animer sessions d'information	20 200,00 \$
43	Gince, Marie-Andrée	PPR - Préparer et animer sessions d'information	20 500,00 \$
44	Dessaint, Marie-Paule	PPR - Préparer et animer sessions d'information	22 000,00 \$
45	Héneault, Francine	PPR - Préparer et animer sessions d'information	22 800,00 \$
46	Guilbault, Danielle	PPR - Préparer et animer sessions d'information	23 500,00 \$
47	Lavoie, Louise	PPR - Préparer et animer sessions d'information	23 900,00 \$
48	Bourassa, Ginette	PPR - Préparer et animer sessions d'information	24 950,00 \$
49	Coulombe, Lucie	PPR - Préparer et animer sessions d'information	24 950,00 \$
50	Hins, Jocelyne	PPR - Préparer et animer sessions d'information	24 950,00 \$
51	Trottier, Diane	PPR - Préparer et animer sessions d'information	24 950,00 \$

SOUS-TOTAL 515 000,00 \$

TOTAL DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ DU 1^{ER} JANVIER 2009 AU 31 DÉCEMBRE 2009	898 414,13 \$
---	----------------------

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 6: (Version amendée du 22 avril 2010)

Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et ou d'une entreprise relevant du ministère.

RÉPONSE: PLAN GLOBAL D'INVESTISSEMENT

Nom du projet	Nature du projet	Montant initial	Estimation du coût	Sommes engagées	Firme	Honoraires	Ress. Internes	Autres déboursés	% de réalisation
RISE	Renouvellement et intégration des systèmes essentiels - Prestation électronique de service	53 039 k\$ 1 494 k\$	81 974 k\$	68 198 k\$	LGS - Morneau Sobeco	42 622 k\$	11 842 k\$	5 265 k\$	83%
					R3D Conseil Inc.	7 089 k\$			
					Autres firmes	1 380 k\$			
Internet	Refonte du site informationnel	462 k\$	86 k\$	86 k\$			86 k\$		100%
NGÉPJ	Numérisation et gestion électronique des pièces jointes	1 230 k\$	1 982 k\$	1 982 k\$	DMR	1 040 k\$	214 k\$	487 k\$	100%
					Autres firmes	241 k\$			
ASRE	Amélioration des services de renseignements	1 328 k\$	1 338 k\$	1 338 k\$	CSPQ	174 k\$	114 k\$	2 k\$	100%
					DMR	354 k\$			
					R3D Conseil Inc.	314 k\$			
					Sinapse Solution	43 k\$			
					Autres firmes	337 k\$			
RITBC	Refonte des infrastructures technologiques et des bases communes	12 300 k\$	12 234 k\$	12 234 k\$	DMR	7 237 k\$	272 k\$	3 279 k\$	100%
					Autres firmes	1 446 k\$			
Conversion	Consolidation et conversion de données	5 284 k\$	10 580 k\$	10 166 k\$	CGI	3 467 k\$	2 215 k\$	275 k\$	96%
					Morneau Sobeco	1 792 k\$			
					R3D Conseil Inc.	1 116 k\$			
					Autres firmes	1 301 k\$			
	Contingence	11 963 k\$							
Total		87 100 k\$	108 194 k\$	94 000 k\$		69 953 k\$	14 743 k\$	9 308 k\$	

RÉPONSE : SIEBEL

SIEBEL	Système de service à la clientèle	2 359 k\$	2 359 k\$	2 324 k\$	CGI	1 574 k\$	218 k\$	76 k\$	100%
					DMR	136 k\$			
					Cognicase	26 k\$			
					Autres firmes	294 k\$			

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 7:

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement:
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE :

La photocopie	61 265,23 \$
Les ordinateurs portables	45 804,00 \$
Téléavertisseurs	0,00 \$
Le mobilier de bureau	30 230,99 \$
Les distributeurs d'eau de source	2 993,50 \$
Le remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas (incluant le projet PGI)	287 084,00 \$
L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement:	
i. au Québec:	241 252,17 \$
ii. à l'extérieur du Québec:	8 189,83 \$
Total	676 819,72 \$

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 8:

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, "Blackberry", Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- le coût d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

RÉPONSE :

le nombre de téléphones cellulaires, "Blackberry", Iphone ou autre type de téléphones intelligents	51 appareils
le coût d'acquisition des appareils	11 854,49 \$
le coût d'utilisation des appareils	49 090,01 \$
le nom des fournisseurs	Communications Méga-Sat inc. CBCI Télécom
le coût des contrats téléphoniques	Le coût des contrats est inclu dans les coûts d'acquisition et d'utilisation des appareils.

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 9:

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;
- le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.

RÉPONSE:

Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Voir tableau page 13

Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

Voir tableau page 14

Le nombre total d'heures de travail supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...)

Voir tableau page 14

RÉPONSE: Réponses en date du 12 mars 2010

Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

Voir tableau page 14

L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

	2009-2010	2008-2009	2007-2008
Fonctionnaire	Voir tableau page 13	329	413
Professionnel		213	195
Cadre		39	30
		581	638

Note: Tous les postes sont sur le territoire de la ville de Québec

L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

	2009-2010	2008-2009	2007-2008
Émérite	4	5	5
Expert	34	35	37
	38	40	42

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie:

25 employé(e)s bénéficient d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont à accomplir (horaire majoré à 40 heures).

Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

Le nombre de poste par catégorie d'emploi est de 8 pour les autres catégories d'emploi, 382 pour les fonctionnaires, 206 pour les professionnels et 33 pour les cadres. Il s'agit d'un total de 629 postes. Tous ces postes sont sur le territoire de la ville de Québec.

Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

L'implantation du Plan global d'investissement (PGI) amènera une décroissance anticipée des effectifs dont l'ampleur resté à déterminer.

Le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

Les départs en préretraite ou en retraite, par année civile, sont:

Année 2010	62
Année 2011	23
Année 2012	20
Année 2013	15
Année 2014	17

RÉPONSE: Réponses au 12 mars 2010

Tranches d'âge	Personnel						Personnes handicapées	%	Anglophones	%	Autochtones	%	Communautés culturelles	%
	Masculin	%	Féminin	%	Total	%								
Moins de 35 ans														
Autres cat.	1	0,2%	4	0,6%	5	0,8%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,2%
Cadres	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Prof.	20	3,2%	46	7,3%	66	10,5%	1	0,2%	1	0,2%	0	0,0%	5	0,8%
Fonct.	25	4,0%	59	9,4%	84	13,4%	1	0,2%	0	0,0%	2	0,3%	7	1,1%
35 ans et plus														
Autres cat.	2	0,3%	1	0,2%	3	0,4%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Cadres	14	2,2%	19	3,0%	33	5,1%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Prof.	76	12,1%	64	10,2%	140	22,2%	1	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	7	1,1%
Fonct.	62	9,9%	236	37,5%	298	47,3%	7	1,1%	3	0,5%	2	0,3%	8	1,3%
Total														
Autres cat.	3	0,5%	5	0,8%	8	1,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	0,2%
Cadres	14	2,2%	19	3,0%	33	5,3%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Prof.	96	15,3%	110	17,5%	206	32,9%	2	0,3%	1	0,2%	0	0,0%	12	1,9%
Fonct.	87	13,8%	295	46,9%	382	60,6%	8	1,3%	3	0,5%	4	0,6%	15	2,4%
Total	200	31,8%	429	68,2%	629	100%	10	1,7%	4	0,7%	4	0,6%	28	4,5%

RÉPONSE:

Réponses au 12 mars 2010

2009-2010

Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
-------	-----	------	---------	------	-------	------	------	------	-------	------	------	-------

Nombre de jours de maladie

Aucune Cat.													0,0
Cadres													27,5
Prof.													980,5
Fonct.													2 465,5
Total													3 473,5

Nombre d'heures supplémentaires

Aucune Cat.													0,0
- Payé													0,0
- Compensé													0,0
Cadres													0,0
- Payé													0,0
- Compensé													0,0
Prof.													13 544,0
- Payé													11 376,1
- Compensé													2 167,9
Fonct.													10 816,2
- Payé													10 144,7
- Compensé													671,6
Total													24 360,2

Nombre de jours de vacances

Aucune Cat.	17,0	4,0	4,0	22,0	51,5	2,0	2,5	3,0	7,0	19,0	21,5	10,5	164,0
Cadres	15,0	10,5	71,0	207,5	171,0	43,0	30,0	1,0	33,0	19,0	47,5	31,0	679,5
Prof.	182,5	158,5	209,5	743,5	1 205,5	182,0	109,5	65,0	234,0	61,0	112,0	95,0	3 358,0
Fonct.	390,5	339,0	633,5	1 653,5	1 852,5	270,5	175,0	165,0	599,5	216,5	219,0	208,0	6 722,5
Total	588,0	508,0	914,0	2 604,5	3 229,0	495,5	314,5	231,0	866,5	296,5	378,5	334,0	10 760,0

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 10:

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1er avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE:

Emplacement	Superficie (M.C)	Coût total	Durée du bail	Propriétaire
150, boul. René Lévesque Est	2 904,84	567 698,76	Aucun bail	La CARRA a une entente d'occupation avec la SIQ et non avec les propriétaires.
1240, boul. Charest Ouest	1 999,75	243 889,56	Aucun bail	
1075, rue de l'Amérique-Française	68,95	14 241,60	Aucun bail	
1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau	4 068,54	755 894,16	Aucun bail	
475, rue Saint-Amable	9 593,70	1 623 182,52	Aucun bail	
300, boul. Jean-Lesage	862,62	146 188,32	Aucun bail	
Total	19 498,40	3 351 094,92		

Coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2009.

Espace	Bureau visé	Nature des travaux	Coûts
150 René Lévesque	Bureau d'un chef de service	Construction - aménagement	8 085,00 \$
475 St-Amable	Installation luminaires sur circuit d'urgence	Ajout - électricité	3 445,00 \$
475 St-Amable	Bureau d'un chef de service	Construction - aménagement	16 571,16 \$
475 St-Amable	Amélioration de la façade de l'accueil	Construction - aménagement	13 553,00 \$
Total			41 654,16 \$

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 17:

Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
-

RÉPONSE:

Un employé cadre en transition de carrière en prêt de services à l'ENAP.

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 19:

Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

RÉPONSE :

Le ministère et organisme ne dispose pas des données suffisantes pour répondre à cette question. Pour établir le nombre de personnes par catégories d'emploi, il faudrait connaître les prestataires de l'ensemble des régimes de retraites citées ci-haut. Or, ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi ne permettent pas au ministère et organisme d'obtenir ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 20:

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun:

- les clubs privés ou autres;
 - les billets de saison, les loges;
 - etc.
-

RÉPONSE: La liste des abonnements est présentée à la page suivante.

Sommaire

Livres:	8 463,63 \$
Journaux:	1 095,68 \$
Magazines:	188,95 \$
Bulletins électroniques et/ou papier:	<u>37 778,11 \$</u>
	47 526,37 \$

Note: La CARRA n'a pas de billet de saison, ni de loge et n'est pas abonnée à des clubs privés.

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 20 (SUITE)

LISTES DES ABONNEMENTS

Abonnements à des livres

Lois et règlements code civil (documents et mises à jour)	1 305,00 \$
Charte canadienne des droits et liberté MAJ	139,00 \$
Droit de la famille	885,00 \$
Lois refundues du Québec	275,00 \$
Protection des renseignements personnels	659,25 \$
Alter ego Code de procédure civile 23e édition	95,00 \$
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	809,00 \$
Tableau des modifications index et règlements 2007	70,00 \$
Abonnement aux annuaires du Québec	2 604,88 \$
Abonnement annuel REJB, DCI, RH	1 515,00 \$
Abonnement à la revue éthique publique	50,00 \$
Mise à jour lois du travail	56,50 \$
Total	8 463,63 \$

Abonnements à des journaux

Journal de Québec	421,71 \$
Journal Le Soleil	164,64 \$
La Presse	256,88 \$
Journal Le Devoir	252,45 \$
Total	1 095,68 \$

Abonnement à des magazines

Journal les Affaires	69,95 \$
Presse Commerce	119,00 \$
Total	188,95 \$

Abonnements électroniques

Gazette officielle Fran internet	1 510,06 \$
Bibliothèque Virtuelle Gartner	24 200,00 \$
Abonnement internet à la DGAc	1 000,00 \$
Abonnement internet droit du travail en ligne	2 744,00 \$
Abonnement aux projets de loi sur site	7 074,05 \$
Édition du courrier parlementaire	1 250,00 \$
Total	37 778,11 \$

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 21:

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site:

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?

RÉPONSE:

Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site:	En 1998, le site a été conçu par le personnel de la CARRA (Normand Talbot, webmestre, et Lucie Girard, édimestre) avec la collaboration des représentants des autres directions.
Les coûts de construction du site:	En 1998, le coût a été de 5 000 \$ pour le visuel du site.
Le coût de l'entretien et de la mise à jour:	Depuis 1998, le coût de l'hébergement du site est inclus dans une entente de services informatiques entre la CARRA et le CSPQ.
Le responsable du contenu sur le site:	Anne-Marie Cliche, Martine Côté et Éric Thibault, édimestres, Direction des communications.
La fréquence moyenne de mise à jour du site:	La fréquence de mise à jour est variable, en moyenne une fois par jour.
Combien de fois le site a-t-il été refait ?	Le site a été refait en 2002 et 2007.
Quel a été le coût ?	En 2002, le coût a été de 16 375 \$; ce montant incluait le visuel des années 2002 à 2006 pour le site Internet, les publications et le stand. En 2007, le coût a été de 7 335 \$; ce montant incluait le visuel pour le site Internet, les publications et le stand.
Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?	En 2002 et 2007 : Se conformer au Programme d'identification visuelle et moderniser le visuel.

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION # 22:

Nominations, depuis le 1er mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
 - les mandats;
 - les contrats;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
-

RÉPONSE:

Aucune nomination n'a été effectuée au cours de 2009.

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
2010-2011**

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Avril 2010

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE - SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
1 Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	1
2 Pour chacun des organismes, des agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010, indiquer : la liste des employés et/ou des membres du conseil d'administration, la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération, la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur curriculum vitæ, les frais de déplacement, les frais de voyage, les frais de repas et les frais de représentation.	7
3 Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2009-2010 et comparaison avec les quatre années précédentes.	9
4 Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence: le nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents, la liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre, les frais de déplacement, les frais de voyage, les frais de repas et les frais de représentation, la liste des participations à des colloques, à des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	10

Annexe 1 - La liste des membres du conseil d'administration

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

QUESTION # 1 :

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont ont fait partie le ministère et/ou organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

RÉPONSE:

Voir le tableau de la page suivante.

RÉPONSE :

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Forum des responsables de la vérification interne (FRVI)	Ce forum permet l'échange et le partage entre les responsables de la vérification interne des divers ministères et organismes.	Direction de la vérification interne et de la gestion des risques	400 \$	Partage d'expertise et mise en commun d'idées.
Forum des gestionnaires en ressources financières (FGRF)	Favoriser et assurer la promotion de l'efficacité et de l'efficience de la gestion des ressources financières dans la fonction publique du Québec, en privilégiant la concertation, l'échange et l'action.	Directrice des ressources financières et matérielles	400 \$	Concertation et partage d'information entre les membres. Formation continue. Approfondir certaines problématiques à caractère interministériel. Faire valoir le point de vue du FGRF sur les axes d'intervention en ressources financières.
Forum des gestionnaires en ressources matérielles (FGRM)	Ce forum regroupe les responsables en ressources matérielles de chaque ministère et organisme et permet d'échanger sur les orientations gouvernementales en cette matière.	Le chef du service des ressources matérielles	500 \$	Partage d'expertise et mise en commun d'idées.
Centre d'expertise des grands organismes / Groupe de travail - Étalonnage (CEGO)	Améliorer l'information de reddition de comptes publique qu'ils produisent et, à cet effet, dans la mesure du possible, y introduire des comparaisons de résultats avec d'autres organismes.	SAAQ, CARRA, CNT, CSST, RAMQ, RRQ, Services Québec	- \$	Exemple de retombée: utilisation de comparatifs de résultats dans le rapport annuel de gestion.
Réseau d'échange sur la simplification des communications du Centre d'expertise des grands organismes (CEGO)	Recueillir et diffuser les bonnes pratiques en matière de communications écrites dans les grands organismes et dans les organisations performantes des secteurs public et privé	- CARRA - SAAQ - RRQ - CNT - CSST - RAMQ - Services Québec	- \$	Exemples de retombées : Implantation du dictionnaire CARRA, outil qui permet au personnel de consulter un vocabulaire simplifié et de l'utiliser dans les communications avec la clientèle. Intégration dans le plan stratégique d'un objectif visant à rendre plus simples et conviviaux les documents transmis à la clientèle.
Centre d'expertise des grands organismes / Groupe de travail sur le développement durable (CEGO)	Recueillir et diffuser les bonnes pratiques en matière de développement durable.	SAAQ, CARRA, CNT, CSST, RAMQ, RRQ, Services Québec.	- \$	Activités internes de sensibilisation sur le développement durable.

RÉPONSE :

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Centre d'expertise des grands organismes / Groupe de travail sur l'étalonnage (CEGO)	Améliorer l'information de reddition de comptes et, dans la mesure du possible, introduire des comparaisons de résultats avec d'autres organismes.	SAAQ, CARRA, CNT, CSST, RAMQ, RRQ, Services Québec.	- \$	À plus long terme, utilisation de résultats comparés dans le rapport annuel de gestion.
Forum des secrétaires généraux des grands organismes	Ce forum regroupe les secrétaires généraux des grands organismes et permet d'échanger sur les orientations en cette matière.	SAAQ, CARRA, CNT, CSST, RAMQ, RRQ, Services Québec	- \$	Partage d'expertise et mise en commun d'idées.
Forum des dirigeants des grands organismes (Forum G7)	Recueillir dans les organisations performantes des secteurs public et privé et diffuser les bonnes pratiques en matière de gestion et de service à la clientèle dans les grands organismes	- CARRA - SAAQ - RRQ - CNT - CSST - RAMQ - Services Québec	- \$	Exemples de retombées : Le forum donne les orientations pour la mise en commun de bonnes pratiques de gestion dans le respect des règles établies pour les grands organismes du gouvernement du Québec. Les réalisations des groupes de travail du CEGO sont entérinées par le forum et présentées aux autorités responsables.
Forum des directeurs des ressources humaines (FDRH)	Favoriser et assurer la promotion de l'efficacité et de l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec, en privilégiant la concertation, l'échange et l'action.	Directrice des ressources humaines	500 \$	Concertation et partage d'information entre les membres. Formation continue. Approfondir certaines problématiques à caractère interministériel. Faire valoir le point de vue du FDRH sur les axes d'intervention ressources humaines.
Comité interministériel des responsables de programme d'aide aux employés (CIRPA)	Favoriser la concertation et le développement de l'expertise chez les responsables de programme d'aide aux employés de la fonction publique.	Responsables de programme d'aide aux employés de la fonction publique	Coûts indirects seulement (transport + salaire)	Chaque année 4 activités de développement sont organisées par le CIRPA pour favoriser le développement des compétences des responsables PAE. De plus, 4 assemblées générales permettent aux membres d'échanger de l'information et d'alimenter la réflexion dans le domaine de l'aide aux employés. Le CIRPA assure aussi la promotion et la visibilité des services offerts par les PAE.

RÉPONSE :

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité interministériel des responsables de programme d'aide aux employés de la colline parlementaire	Concerter les efforts et les investissements en vue d'offrir des activités préventives au personnel des M/O de la fonction publique sur la colline parlementaire.	Responsables de programme d'aide aux employés de la colline parlementaire	360 \$ / année (cotisation au prorata du nombre d'employés des M/O)	4 à 5 conférences d'envergure offertes chaque année au personnel des M/O de la colline avec enregistrements accessibles au personnel de ces même M/O qui n'ont pu assister aux conférences.
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) - Réseau TPCSST, réseau harcèlement, réseau CIRPA	Supporter activement les employeurs membres dans l'amélioration continue de leur expertise pour l'exercice de leurs responsabilités de gestion globale de la santé et de la sécurité au travail.	Les coordonnateurs en santé et sécurité des M/O de la fonction publique québécoise et les responsables ministériels des dossiers harcèlement et PAE	1 320 \$	Programme de formation des gestionnaires et autres représentants des M/O dans le domaine de la gestion globale du dossier de la santé et de la sécurité du travail; organisation de rencontres d'information favorisant les échanges, la concertation et le partage des connaissances entre les membres ou avec des ressources spécialisées, développement des outils d'information et de gestion globale du dossier
Service de santé de l'Édifice Marie-Guyart	Regrouper les efforts des M/O de l'Édifice Marie Guyart en vue d'offrir aux employés de ces M/O les services de santé dispensés par une infirmière ainsi que la coordination d'activités de prévention et d'information sur la santé	Les coordonnateurs en santé et sécurité des M/O occupant l'Édifice Marie Guyart et les représentants des partenaires privés (Desjardins et La Capitale)	408 \$	Clinique de vaccination grippale, cliniques de dépistage du cancer du sein et du diabète, service de prélèvements sanguins, journées thématiques d'information, méditation, tai-chi, massage sur chaise, service de premiers soins, services conseils en santé, etc.
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail - secteur Administration provinciale	Supporter la prise en charge paritaire de la prévention en matière de santé, de sécurité et d'intégrité physique des personnes du secteur de l'Administration provinciale.	Représentants des ministères et organismes et plusieurs associations professionnelles	- \$	Sessions de formation, services d'ergonomie, colloques et autres activités d'information et concertation paritaire en matière de santé et sécurité au travail.
Comité interministériel de santé et sécurité au travail de l'Édifice Marie-Guyart	Partager les efforts et les coûts inhérents aux mesures d'urgence et aux premiers soins pour l'ensemble de l'Édifice Marie Guyart.	Coordonnateur en santé et sécurité ou représentants du Comité santé et sécurité ou membre de l'équipe de mesures d'urgence.	984 \$	Concertation et partage des dépenses liées aux communications des membres d'équipes des mesures d'urgence, des fournitures pour l'infirmierie et la formation des premiers répondants.

RÉPONSE :

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité relations de travail	Échanger sur l'évolution des relations de travail au gouvernement, les préoccupations des M/O et sur les positions prises par la Direction des relations professionnelles au Secrétariat du Conseil du trésor.	Les représentants en relations de travail des ministères et organismes.	Coûts indirects seulement (transport + salaire)	Rencontres trimestrielles.
Groupe interministériel sur la réintégration au travail	Élaborer une série de propositions susceptibles de faciliter la réintégration au travail dans les meilleures conditions.	Divers CGRH de certains ministères et organismes.	Coûts indirects seulement (salaire)	Rencontres mensuelles.
Comité interministériel en gestion des ressources humaines	Échanger sur les différentes questions par rapport à la gestion de la main-d'œuvre, les façons de faire, les processus, etc.	Divers CGRH de certains ministères et organismes.	Coûts indirects seulement (salaire)	Rencontres trimestrielles.
Forum des répondants en éthique du gouvernement du Québec	Ce forum regroupe les répondants en éthique de chaque ministère et organisme et permet d'échanger sur les orientations gouvernementales en matière d'éthique et sur les moyens à mettre en place pour y donner suite.	Directrice des affaires juridiques (répondante en éthique)	Coûts indirects seulement (transport + salaire)	Partage d'expertise et mise en commun d'idées.
Table de concertation en matière de contrats	Cette table a pour but de dispenser de la formation spécialisée en gestion contractuelle des organismes publics.	1 avocat de la Direction des affaires juridiques	Coûts indirects seulement (transport + salaire)	On y discute des problématiques relatives à l'application de la <i>Loi sur les contrats</i> ainsi que de la gestion de certains appels d'offres problématiques amenés devant le Comité.
Association des responsables de la gestion des plaintes du Gouvernement du Québec	Cette association regroupe sur une base volontaire les responsables de la gestion des plaintes des ministères et organismes afin de permettre l'échange et la mise en commun de l'expertise.	Bureau des plaintes (Direction des affaires juridiques): 1 coordonnateur et 1 professionnel	300 \$	Partage d'expertise et mise en commun d'idées.

RÉPONSE :

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Forum des responsables de l'accès et de la protection des renseignements personnels	Ce forum regroupe les répondants en accès et PRP de chaque ministère et organisme et permet d'échanger sur les orientations gouvernementales en cette matière.	Directrice des affaires juridiques (responsable de l'accès à l'information) et 1 avocat	Coûts indirects seulement (transport + salaire)	Partage d'expertise et mise en commun d'idées.
Réseau d'experts et de vigie en sécurité de l'information.	Réseau d'expert et de vigie à l'échelle gouvernementale ayant comme but principal d'améliorer la sécurité de l'information gouvernementale en suivant l'évolution des menaces, des vulnérabilités et des solutions de sécurité de l'information.	Directrice des affaires juridiques (responsable de la sécurité de l'information et RSIN)	Coûts indirects seulement (transport + salaire)	Améliorer la sécurité de l'information gouvernementale.
Groupe de travail interministériel - Révision du guide sur la politique de sécurité de l'information	Réviser le guide gouvernemental sur la politique de sécurité de l'information	RSIN (Direction des affaires juridiques)	Coûts indirects seulement (transport + salaire)	Permettre de faire évoluer les orientations gouvernementales en matière de sécurité de l'information.
Table d'échange des juristes des organismes gouvernementaux en accès à l'information et de protection des renseignements personnels	Échanger sur des problématiques rencontrées par les responsables de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels des organismes gouvernementaux.	Directrice des affaires juridiques	Coûts indirects seulement (transport + salaire)	Partage d'expertise et mise en commun d'idées.
Groupe de travail interministériel - Validation du guide sur la continuité des affaires	Valider le guide gouvernemental sur la continuité des affaires	RSIN (Direction des affaires juridiques)	Coûts indirects seulement (transport + salaire)	Permettre de faire évoluer les orientations gouvernementales en matière de sécurité de l'information.

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

QUESTION # 2:

Pour chacun des organismes, des agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010, indiquer :

- a) la liste des employés et/ou des membres du conseil d'administration
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération
- c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur curriculum vitæ
- d) les frais de déplacement, les frais de voyage, les frais de repas et les frais de représentation.

RÉPONSE:

a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration :

Voir document annexe 1.

b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération :

⇒ **Robert Gaulin, consultant en gestion des organisations**

Nommé de nouveau le 19 août 2009 (décret 908-2009)

Fin du mandat: 18 août 2012

Rémunération: Remboursement des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983.

c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur curriculum vitæ :

⇒ **Sylvie Bourdeau, associée principale Fasken Martineau, DuMoulin (voir cv à l'annexe 1)**

Nommée le 30 septembre 2009 (décret 1034-2009)

Fin du mandat: 5 juin 2011

Rémunération: Remboursement des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983.

⇒ curriculum vitæ : voir document annexe 1

d. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation :

Membre du conseil d'administration	Frais encourus
M. François Joly Président du conseil d'administration	14 393,12 \$
Mme Jocelyne Dagenais Présidente-directrice générale	0,00 \$
Mme Sylvie Bourdeau Membre du conseil d'administration	486,08 \$
Mme Mireille Fillion Membre du conseil d'administration et membre du comité des ressources humaines	0,00 \$
Mme Diane Jean Membre du conseil d'administration	0,00 \$
M. Guy Bilodeau Membre du conseil d'administration et membre du comité des services à la clientèle	4 914,89 \$
M. Guy Chouinard Membre du conseil d'administration et membre du comité de gouvernance et d'éthique	51,80 \$
M. Pierre Duval Membre du conseil d'administration et membre du comité des ressources humaines	357,03 \$
M. Robert Gaulin Membre du conseil d'administration et membre du comité des ressources humaines	1 117,69 \$
M. Jacques Lafrance Membre du conseil d'administration et membre du comité de gouvernance et d'éthique	206,20 \$
M. Bernard Turgeon Membre du conseil d'administration	0,00 \$
Mme Eveline-Louise Gagné Membre indépendant du conseil d'administration et présidente du comité des ressources humaines	2 696,72 \$
Mme Diane Laperrière Membre indépendant du conseil d'administration et membre du comité de vérification	282,04 \$
Mme Constance Lemieux Membre indépendant du conseil d'administration, présidente du comité des services à la clientèle et membre du comité de vérification	0,00 \$
Mme Lucette Poliquin Membre indépendant du conseil d'administration et présidente du comité de vérification	4 060,61 \$
Total	28 566,18 \$

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

QUESTION # 3:

Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2009-2010 et comparaison avec les quatre années précédentes.

RÉPONSE:

Année	Nombre d'occasionnel	%
Au 31 décembre 2009	154 occasionnels	24%
Au 31 décembre 2008	169 occasionnels	26%
Au 31 décembre 2007	177 occasionnels	29%
Au 31 décembre 2006	154 occasionnels	26%
Au 31 décembre 2005	137 occasionnels	24%

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

QUESTION # 4:

Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence:

- le nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents
- la liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre, les frais de déplacement, les frais de voyage, les frais de repas et les frais de représentation
- la liste des participations à des colloques, à des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

RÉPONSE:

Qté	DESCRIPTION	BUT DE LA RENCONTRE	PERSONNE(S) IMPLIQUÉ(S)	COÛT
3	Forum des dirigeants des grands organismes (G7)	Rencontres afin de discuter sur des dossiers d'intérêt commun aux grands organismes, de partager les bons coups et de développer des partenariats lorsque le contexte s'y prête. En outre, les rencontres du Forum constituent une occasion d'échanger avec des membres de la haute fonction publique sur les priorités gouvernementales et sur la contribution des grands organismes à cet égard.	Présidents(es) de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, la Commission des normes du travail, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance maladie du Québec, la Régie des rentes du Québec, Services Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec.	672,44 \$
4	Rencontres: Plan global d'investissement (PGI)	Rencontres d'arrimage et de suivi avec les fournisseurs de services mandatés pour la réalisation du PGI.	La présidente-directrice générale et les vice-présidents de la CARRA et les mandataires des fournisseurs de services.	0,00 \$
27	Conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement	Participation aux réunions régulières et spéciales à titre de membre du CA, administratrice nommée par le gouvernement du Québec.	Les membres du CA, incluant la PDG de la CARRA.	0,00 \$
1	Séminaire sur les perspectives économiques 2010	Présentation des perspectives économiques du Mouvement Desjardins effectuée par son économiste principal, M. Martin Lefebvre. Animation par M. Bernard Morency d'un panel formé de M. Roland Lescure, premier vice-président et chef des placements, et des quatre premiers vices-présidents investissement de la Caisse de dépôt et de placement.	Les membres du CA, incluant la PDG de la CARRA.	0,00 \$

Note: Toutes les autres réunions auxquelles le Bureau de la présidente-directrice générale participe sont liées à la gestion des opérations régulières de la CARRA (rencontres des cadres et du personnel, conseils d'administration, comités de régie).

ANNEXE 1



Branchés sur l'avenir
pour mieux vous servir

L'article 11 de la *Loi sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances* prévoit que les affaires de la CARRA sont administrées par un conseil d'administration composé de quinze membres nommés par le gouvernement. Il s'agit du président au conseil, de la présidente-directrice générale de la CARRA qui en est membre d'office, ainsi que de treize autres membres, parmi lesquels :

- quatre représentent le gouvernement ;
- trois représentent les employés participant aux régimes de retraite administrés par la CARRA, dont deux représentent les employés visés par le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et un représente les employés visés par le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE);
- un représente les retraités de l'un des régimes de retraite administrés par la CARRA ;
- cinq sont des membres indépendants.

Le conseil d'administration est ainsi composé de M^{me} Jocelyne Dagenais, présidente-directrice générale, et des quatorze membres suivants :

M. FRANÇOIS JOLY

Président du conseil d'administration

Nommé le 9 mai 2007 (décret 338-2007)

Fin du mandat : 8 mai 2012

M. Joly est FCA et administrateur agréé (Adm.A.) ainsi que titulaire d'un MBA. Pendant sa carrière, M. Joly a été associé chez Raymond, Chabot, Martin, Paré pour ensuite se joindre au Mouvement Desjardins où il a exercé les fonctions de président-directeur général de Sécur inc., de vice-président des Réseaux à la Confédération des Caisses populaires et d'économie du Québec, de premier vice-président des Finances et de l'administration au Groupe-vie Desjardins-Laurentienne et, finalement, de président et chef de l'exploitation de Desjardins Sécurité Financière. M. Joly siège aujourd'hui à d'autres conseils d'administration, dont ceux de l'ENAP et d'Assuris.

M. GUY BILODEAU

Membre du comité des services à la clientèle

*Nommé le 9 mai 2007 à titre de membre représentant les employés visés par le RREGOP (décret 338-2007)
Fin du mandat : 8 mai 2011*

Détenteur d'un baccalauréat en sociologie et d'une maîtrise en relations industrielles, M. Bilodeau a exercé différentes fonctions au sein de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Il a notamment occupé les postes de conseiller à la négociation collective et de coordonnateur des services professionnels. Il est maintenant coordonnateur du Service des relations du travail.

M^{me} SYLVIE BOURDEAU

Présidente du comité de gouvernance et d'éthique

*Nommée le 30 septembre 2009 à titre de membre indépendante (décret 1034-2009)
Fin du mandat : 5 juin 2011*

Bachelière en droit, M^{me} Bourdeau a assumé diverses responsabilités chez Langlois Kronström Desjardins, puis chez De Grandpré Chaurette Lévesque. Elle est maintenant associée au sein du cabinet Fasken Martineau, où elle se spécialise dans le domaine du droit des affaires. Sa pratique l'a aussi amenée à développer une expérience approfondie et des connaissances de pointe dans l'industrie de la réglementation des institutions financières et du secteur de la santé et des sciences de la vie. Elle est membre active de l'Association des femmes en finances du Québec ainsi que du conseil d'administration de Leucan.

M. GUY CHOUINARD

Membre du comité de gouvernance et d'éthique

*Nommé le 9 mai 2007 à titre de membre représentant les employés visés par le RRPE (décret 338-2007)
Fin du mandat : 8 mai 2011*

Bachelier en sciences, M. Chouinard a assumé différentes fonctions au sein de l'administration publique québécoise, principalement dans le domaine des ressources informationnelles et technologiques. En plus de présider les activités de l'Association des cadres du gouvernement du Québec, M. Chouinard est actuellement directeur général des réseaux de télécommunications au Centre de services partagés du Québec.

M. PIERRE DUVAL

Membre du comité des services à la clientèle

*Nommé le 9 mai 2007 à titre de membre représentant les employés visés par le RREGOP (décret 338-2007)
Fin du mandat : 8 mai 2011*

Détenteur d'un baccalauréat en relations industrielles, M. Duval a assumé les fonctions de conseiller aux avantages sociaux à la Fédération des SPIIQ, puis conseiller en régimes de retraite à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). M. Duval a également été membre du Comité de retraite du RREGOP et du comité de placement du RREGOP pendant de nombreuses années.

M^{me} MIREILLE FILLION

Membre du comité des ressources humaines

Nommée le 9 mai 2007 à titre de membre représentant le gouvernement (décret 338-2007)

Fin du mandat : 8 mai 2011

Sociologue de formation, M^{me} Fillion a exercé différentes fonctions au sein de l'administration publique québécoise. Soulignons, entre autres, qu'elle a été directrice générale de la planification et de la recherche à la Société d'habitation du Québec, directrice des programmes administratifs, sociaux et de santé au Secrétariat du Conseil du trésor, sous-ministre adjointe au ministère de la Santé et des Services sociaux, présidente-directrice générale par intérim à la Régie de l'assurance maladie du Québec, puis vice-présidente aux politiques et aux programmes à la Régie des rentes du Québec.

M^{me} EVELINE-LOUISE GAGNÉ

Présidente du comité des ressources humaines

Nommée le 6 juin 2007 à titre de membre indépendante (décret 397-2007)

Fin du mandat : 5 juin 2011

Détentrice d'une maîtrise en relations industrielles et d'un baccalauréat en actuariat, M^{me} Gagné a assumé diverses responsabilités dans le domaine de la gestion des ressources humaines au sein de grandes entreprises du secteur privé telles la Compagnie Pétrolière Impériale et Bombardier Produits Récréatifs, où elle a exercé les fonctions de directrice de la rémunération et des avantages sociaux, puis de directrice des ressources humaines. Elle a aussi été consultante en ressources humaines chez Hewitt et Associés et a travaillé à son propre compte. M^{me} Gagné est aujourd'hui directrice de la rémunération chez Bombardier Aéronautique.

M. ROBERT GAULIN

Membre du comité des ressources humaines

Nommé de nouveau le 19 août 2009 à titre de membre représentant les pensionnés de l'un ou l'autre des régimes de retraite administrés par la CARRA (décret 908-2009)

Fin du mandat : 18 août 2012

Détenteur d'un MBA et d'un certificat en planification financière, M. Gaulin a exercé différentes fonctions au sein de la CSQ. Il a agi comme coordonnateur des négociations et comme responsable du Front commun du secteur public de 1971 à 1978 et a été élu président de cette centrale en 1978. M. Gaulin est retraité depuis 1994 et il agit comme consultant dans le domaine de la gestion des ressources humaines et de la retraite. Il a été premier vice-président de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) de 2003 à 2008.

M^{me} DIANE JEAN

Nommée le 9 mai 2007 à titre de membre représentant le gouvernement (décret 338-2007)

Fin du mandat : 8 mai 2011

Économiste de formation, M^{me} Jean a assumé plusieurs responsabilités au sein de la haute fonction publique du Québec. Mentionnons, entre autres, qu'elle a été sous-ministre du ministère de l'Environnement, secrétaire du Conseil du trésor et sous-ministre du ministère du Revenu. M^{me} Jean est actuellement sous-ministre du ministère des Services gouvernementaux et dirigeante principale de l'information. En plus d'être membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale du Centre de services partagés du Québec, elle est également membre du conseil d'administration de la Société nationale du cheval de course, de la Financière agricole du Québec et de Services Québec.

M. JACQUES LAFRANCE

Membre du comité de gouvernance et d'éthique

Nommé le 9 mai 2007 à titre de membre représentant le gouvernement (décret 338-2007)

Fin du mandat : 8 mai 2011

Bachelier en génie métallurgique, M. Lafrance a assumé différentes fonctions au sein de l'administration publique québécoise, dont celles de directeur des contrats au ministère des Travaux publics et des Approvisionnements du Québec, de directeur des contrats au ministère de l'Approvisionnement et des Services, de sous-ministre adjoint et de directeur général des politiques et du personnel au ministère de l'Approvisionnement et des Services, puis de secrétaire associé aux marchés publics au Secrétariat du Conseil du trésor.

M^{me} DIANE LAPERRIÈRE

Membre du comité de vérification

Nommée le 6 juin 2007 à titre de membre indépendante (décret 397-2007)

Fin du mandat : 5 juin 2011

Détentrice d'un baccalauréat en science actuarielle et du titre de Fellow qui lui a été décerné par la Life Office Management Association en 1985, M^{me} Laperrière a travaillé plusieurs années à l'Industrielle Alliance. Elle y a occupé successivement divers postes en actuariat et comme chargée de projet aux services informatiques avant d'y être nommée directrice des systèmes d'assurance vie.

M^{me} CONSTANCE LEMIEUX

Présidente du comité des services à la clientèle

Membre du comité de vérification

Nommée le 6 juin 2007 à titre de membre indépendante (décret 397-2007)

Fin du mandat : 5 juin 2011

Détentrice d'une licence en lettres et diplômée du McGill International Executive Institute, M^{me} Lemieux a exercé pendant plusieurs années diverses fonctions au sein du Mouvement Desjardins, notamment celle de vice-présidente de la Gestion des produits et marchés à la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec et celles de vice-présidente exécutive du Réseau direct et de première vice-présidente des Affaires institutionnelles et de la Technologie chez Desjardins Sécurité financière. Elle a par la suite été première vice-présidente de la Planification stratégique et du Développement des affaires pancanadiennes du Mouvement des caisses Desjardins avant de devenir, en août 2008, vice-présidente du Développement des nouveaux secteurs financiers et de l'efficacité organisationnelle à La Capitale groupe financier.

M^{me} LUCETTE POLIQUIN

Présidente du comité de vérification

Nommée le 6 juin 2007 à titre de membre indépendante (décret 397-2007)

Fin du mandat : 5 juin 2011

Détentrice d'un baccalauréat en administration et administrateur accrédité (IAS.A.), M^{me} Poliquin est Fellow et membre à vie de l'Ordre des comptables agréés du Québec ainsi que membre de l'Institute of Chartered Accountants of Ontario. Elle a également été présidente du conseil de l'Ordre des comptables agréés du Québec de 2001 à 2003. Depuis avril 2008, M^{me} Poliquin est associée du partnership international Mazars et a pris la direction du cabinet Mazars JDL, SENCRL au Canada, anciennement Jacques Davis Lefavre, SENCRL, cabinet d'audit et d'expertises.

M. BERNARD TURGEON

Nommé le 9 mai 2007 à titre de membre représentant le gouvernement (décret 338-2007)

Fin du mandat : 8 mai 2011

Docteur en économie, M. Turgeon a exercé différentes fonctions au sein du ministère des Finances du Québec, de l'Économie et de la Recherche. Il est actuellement sous-ministre associé aux politiques fédérales-provinciales et au financement, à la gestion de la dette et aux opérations financières au ministère des Finances.

**ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES
2010-2011**

Demande de renseignements particuliers du 2^e groupe de l'opposition

Avril 2010

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2E GROUPE DE L'OPPOSITION - SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

20 Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2009-2010 et comparaison avec les quatre années précédentes.

1

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS du 2e groupe de l'opposition
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

QUESTION # 20:

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2009-2010 et comparaison avec les quatre années précédentes.

RÉPONSE:

Année	Nombre d'occasionnel	%
Au 31 décembre 2009	154 occasionnels	24%
Au 31 décembre 2008	169 occasionnels	26%
Au 31 décembre 2007	177 occasionnels	29%
Au 31 décembre 2006	154 occasionnels	26%
Au 31 décembre 2005	137 occasionnels	24%

